



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Dynamique des normes agricoles et rationalités paysannes au Sénégal. L'exemple des maraîchers sous tutelle étatique

Babacar Sall

Abstract

The dynamics of agricultural regulations and rationality in senegal : the example of vegetables producers on the state control

This thesis shows how on the basis of their beliefs senegalese peasants attempt to construct their own modernity by relying on the market, technic, institutional norms.

Résumé

Cette recherche montre comment, à partir des croyances des paysans sénégalais, ceux-ci construisent leur modernisation agricole à partir du marché, des techniques et des normes organisationnelles.

Citer ce document / Cite this document :

Sall Babacar. Dynamique des normes agricoles et rationalités paysannes au Sénégal. L'exemple des maraîchers sous tutelle étatique. In: Économie rurale. N°222, 1994. 48 heures - 48 thèses d'Économie et de Sociologie Rurales. p. 33;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1994.4944>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1994_num_222_1_4944

Fichier pdf généré le 26/03/2019

DYNAMIQUE DES NORMES AGRICOLES ET RATIONALITÉS PAYSANNES AU SÉNÉGAL L'EXEMPLE DES MARAÎCHERS SOUS TUTELLE ÉTATIQUE

Babacar SALL

139, avenue d'Italie
75013 Paris

Chargé d'enseignement à l'EHESS-Paris et à l'Université de Paris-X.
Chargé d'étude à ACT-Consultants.

Directeur de thèse : Jean Copans (EHESS-Paris)

Mots-clés : Sénégal, tutelle étatique, paysans-maraîchers, normes agricoles.

Résumé : Cette recherche montre comment, à partir des croyances des paysans sénégalais, ceux-ci construisent leur modernisation agricole à partir du marché, des techniques et des normes organisationnelles.

THE DYNAMICS OF AGRICULTURAL REGULATIONS AND RATIONALITY IN SENEGAL : THE EXAMPLE OF VEGETABLES PRODUCERS ON THE STATE CONTROL

Summary : This thesis shows how on the basis of their beliefs senegalese peasants attempt to construct their own modernity by relying on the market, technic, institutional norms.

Souvent dans l'histoire et les études en sciences sociales, la paysannerie apparaît comme un corps social dépourvu de dynamique propre. En s'appuyant de façon critique sur une méthode d'investigation de la sociologie des organisations et le raisonnement stratégique, notre thèse montre comment, à travers des normes agricoles édictées par le marché international, la Communauté Economique Européenne et l'Etat, des maraîchers périurbains du Sénégal ont réussi, en se référant à leurs propres rationalités, à faire advenir leur autonomie.

Pour ce faire, nous sommes parti de l'idée que les paysans, en situation de jeu collectif, calculent et fondent leurs conduites sur des possibilités de gain mues par l'"axiome de l'intérêt" et sur des valeurs et des croyances qui conditionnent leur prise de décision collective.

La demande d'autonomie des maraîchers est corrélative à l'ouverture de l'espace agricole au marché international et à son contrôle par une firme transnationale agro-industrielle, la Bud. Ce phénomène de délocalisation est principalement une opération de déconstruction des normes paysannes tant au plan foncier, avec l'application de la loi relative au domaine national et ses controverses sociales, qu'au niveau des normes de travail régies par le modèle industriel qui transmue les paysans "indépendants" en ouvriers agricoles et leurs villages en "sociétés de travail".

L'avènement de l'Etat, suite à l'échec du modèle industriel, a engendré un dépérissement des statuts de la paysannerie : les ouvriers agricoles étant devenus des paysans dits "encadrés". La modernisation étatique est basée sur le principe d'uniformisation qui est une forme de rationalisation privilégiant, à la fois, les nouveaux instruments de gestion, comme l'outil informatique, et les normes paysannes de travail. Par cette volonté d'intellectualisation du travail agricole, l'Etat fait ainsi du personnel d'encadrement la seule catégorie sociale habilitée à produire des ordres techniques et à normaliser l'activité maraîchère. Il pérennise ainsi la dépendance paysanne par une manipulation symbolique visant à dévaloriser le savoir empirique en faveur du savoir techno-scientifique.

Cette rationalisation passe, par ailleurs, par une normalisation de l'activité productive et du produit agricole. En effet, les manières de produire obéissent à un système de normes dites universelles qui conditionnent la validité de

la production agricole au niveau du marché international. C'est dans les pratiques sociales que le conflit de normes s'exacerbe et oppose des rationalités portant aussi bien sur les relations de travail que sur les manières de penser et de dire le travail. Le parler technique devient ainsi l'objet d'une lutte de sens entre paysans et cadres techniques dont l'enjeu est le contrôle de la production et de la transmission de l'ordre technique. Cette dimension conflictuelle apparaît également lors de la fixation des prix agricoles qui se présente comme un acte politique et social mettant en jeu les conditions de reproduction matérielle de l'Etat et du paysanat. C'est dans cette lutte pour la survie que les maraîchers mobilisent autant leurs ressources sociales (recours aux représentants politiques et religieux) que métasociales (mythes, croyances divines) pour juguler l'incertitude que produisent le marché et les prix.

Dans tous les cas, les maraîchers périurbains, dans leur quête d'autonomie, font preuve d'une originalité qui remet en question les schèmes par lesquels la paysannerie sénégalaise a été jusqu'à présent appréhendée. La situation géographique de leur activité, leur histoire professionnelle, leur lien instrumental au politique et surtout leur ouverture au marché international font d'eux les précurseurs d'une nouvelle forme d'économie agricole où les médiateurs traditionnels, Etat et confréries islamiques, sont en permanence contournés au nom d'une autonomie paysanne qui se construit en dehors des espaces balisés par ces derniers. Dans cette nouvelle donne, les maraîchers entrent souvent en concurrence avec les hiérarchies religieuses à cause de l'antinomie de leurs intérêts. La déficience de la médiation confrérique qui en résulte ainsi que la dépréciation de l'Etat comme générateur de providence sont à la fois symptomatiques des mutations économiques que subit la paysannerie, par le recours à des activités alternatives, et de l'émergence de nouvelles procédures de reproduction qui font que les acteurs sociaux (paysanat et hiérarchies confrériques) dans leur activité productive procèdent plus de l'économique à l'économique que du politique à l'économique.

On tend ainsi vers une dépolitisation de l'économie agricole qui aboutira, comme c'est le cas pour les maraîchers "encadrés", à la formation de structures de production autonomes. A terme, c'est une nouvelle catégorie de producteurs qui émerge dont l'identité sera essentiellement fondée sur le marché.